

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION












ACCORD-CADRE DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Plateforme de coordination eTICSS

Date et heure limites de réception des offres :
mardi 31 mars 2026 à 12:00

**Groupeement Régional d'Appui au Développement
de la e-Santé (GRADEs) Bourgogne Franche-Comté**
16 RUE PROFESSEUR PAUL MILLERET
25000 BESANCON
Tél : 0381534269

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Plateforme de coordination eTICSS
	Mode de passation	Appel d'offres ouvert
	Type de contrat	Accord-cadre
	Délai de validité des offres	120 jours
	Forme de groupement	Groupement solidaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	2 ans, renouvelable deux (2) fois pour des périodes de douze (12) mois supplémentaires sans que la durée totale n'excède 4 ans
	Visite sur site	Sans

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation	5
1.5 - Nomenclature	5
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Conditions de participation	5
2.2 - Variantes.....	6
2.3 – Prestations supplémentaires éventuelles	6
2.4 – Prestations similaires	6
2.5 – Tranches.....	6
3 - Conditions relatives au contrat.....	7
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	7
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	7
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	7
4 - Contenu du dossier de consultation	7
4.1 – Contenu et mise à disposition du dossier de consultation.....	7
4.2 – Modification de détail du dossier de consultation	8
4.3 – Compléments apportés au dossier de consultation	8
4.4 – Questions – réponses.....	8
5 - Présentation des candidatures et des offres	9
5.1 – Interdictions de soumissionner.....	9
5.2 – Contenu du dossier de candidatures	10
5.3 – Présentation des offres	12
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	13
6.1 - Transmission électronique.....	13
6.2 - Transmission sous support papier	14
7 - Examen des candidatures et des offres.....	14
7.1 - Sélection des candidatures	14
7.2 - Jugement des offres.....	15
8 – Attribution de l'accord-cadre.....	16
8.1 – Documents à fournir	16
8.2 – Mise au point	17
8.3 – Signature de l'accord-cadre	17
8.4 – Informations des candidats évincés.....	17
9 - Litiges	17

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne La Plateforme de coordination eTICSS

Le présent marché a un double objectif de :

1. Accélérer la dynamique de développement des usages de coordination pluriprofessionnelle ;
2. Augmenter la valeur et la qualité de l'offre de services avec l'adjonction de fonctionnalités.

Dans cette optique, le Pouvoir adjudicateur souhaite :

- Renouveler le pilotage et les prestations de maintenance de la plateforme SI pour assurer son fonctionnement optimal dans l'écosystème ;
- Réviser le socle applicatif de coordination, qui embarque également la mobilité, au regard des retours d'expérience accumulés et d'une réévaluation des exigences ;
- Disposer d'une Tierce Maintenance Applicative pour sa plateforme de développement à façon avec une capacité de développement en cycle court ;
- Organiser un dispositif en capacité d'engager des projets ponctuels de développement applicatifs de différents niveaux de complexité, de technicité et de technologies ;
- Engager des partenaires porteurs de briques technologiques ou de services innovants au bénéfice de l'offre de valeur de la plateforme et de son déploiement :
 - o D'outillage des temps clés de la coordination (stratification, prévention, télésuivi, interaction patients / usagers etc.) afin de couvrir toute la chaîne de valeur du parcours de santé ;
 - o De fonctionnalités augmentées avec un bénéfice fort recherché sur l'appui aux pratiques professionnelles de terrain ;
 - o De réutilisation des données à des buts de santé publique.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Lieu(x) d'exécution : Région Bourgogne Franche-Comté, France

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert.

Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Le marché est passé sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande au sens de l'article L. 2125-1 du code de la commande publique.

Un seul titulaire sera désigné attributaire de l'accord-cadre.

Le présent accord-cadre porte à titre principal sur des prestations de services et constitue ainsi un Marché de services au sens de l'article L. 1111-4 du code de la commande publique.

Eu égard à son objet, il est fait application du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) annexé à l'Arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106875A).

Le présent accord-cadre est conclu avec un minimum et un maximum en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les seuils ci-dessous sont fixés par rapport aux périodes d'exécution de l'accord-cadre : la période 1 correspond à la durée initiale du contrat – soit 24 mois – tandis que les périodes 2 et 3 correspondent aux périodes de reconductions prévues dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) – soit 12 mois par période de reconduction :

Période	Montant minimum HT	Montant maximum HT
1	2 000 000,00 €	10 000 000,00 €
2	1 000 000,00 €	5 000 000,00 €
3	1 000 000,00 €	5 000 000,00 €
Total	4 000 000,00 €	20 000 000,00 €

Il est expressément prévu que le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets dans l'hypothèse où les montants maximums définis ci-dessus seraient atteints en cours d'exécution, sauf avenant dûment conclu dans les conditions fixées au CCAP.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants : il est techniquement et financièrement plus pertinent que le titulaire de la TMA soit également celui en charge des développements à façon, car la continuité de connaissance du système réduit significativement les risques d'erreurs et les délais d'appropriation. La centralisation des responsabilités évite les surcoûts liés à la coordination entre plusieurs prestataires et garantit une meilleure cohérence technique. Elle permet également d'optimiser les délais de réalisation, le prestataire maîtrisant déjà l'architecture, les contraintes et l'historique applicatif. Enfin, cette approche simplifie le pilotage contractuel et réduit les interfaces, rendant l'allotissement moins adapté pour ce type de besoin fortement intégré.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
72000000-5	Services de technologies de l'information, conseil, développement de logiciels, internet et appui

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Conditions de participation

Le candidat peut se présenter seul ou sous forme de groupement d'opérateurs économiques.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la remise des candidatures et la signature de l'accord-cadre.

En application de l'article R. 2142-4 du code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché. Ainsi, le mandataire d'un groupement ne peut représenter, en cette qualité, plus d'un groupement pour un même accord-cadre. Il est interdit au candidat de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Il est également interdit au candidat de se présenter pour un même accord-cadre en qualité de membre de plusieurs groupements.

En application de l'article R. 2142-22 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur impose qu'au stade de l'attribution, le groupement d'opérateurs économiques prenne une forme solidaire, car cette forme de groupement offre la meilleure garantie de continuité d'exécution du marché et il est indispensable, au regard de l'objet du marché et de ses conditions d'exécution, que le Pouvoir adjudicateur possède des garanties sur ce point afin d'éviter et de minimiser les risques de toute interruption de prestation. Une interruption du marché emporterait des conséquences extrêmement importantes pour les usagers de la plateforme eTICSS.

Or, dans le cadre d'un groupement solidaire :

- Chaque membre peut être sollicité pour la totalité du marché en cas de défaillance d'un autre ;
- Le risque lié aux interruptions de prestation est ainsi très fortement réduit ;
- Le pouvoir adjudicateur a un unique interlocuteur pleinement engagé pour la réalisation de ses missions.

Le groupement solidaire sécurise ainsi le projet, même en cas d'imprévu.

Si le groupement était d'une forme différente au stade de la candidature, il pourrait se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Le candidat peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché dans les conditions fixées par la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, sous réserve de l'acceptation par l'acheteur du ou des sous-traitants.

Dans le cadre de la sous-traitance, le Soumissionnaire peut présenter son ou ses sous-traitants, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché, par la remise d'un formulaire DC4, établi selon le modèle disponible à la date de remise des offres sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

Il est rappelé que la sous-traitance totale est interdite.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2.2 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.3 – Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

2.4 – Prestations similaires

Le présent accord-cadre peut faire l'objet de prestations similaires de services suivant les dispositions de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

2.5 – Tranches

Sans objet.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale et des périodes de reconduction de l'accord-cadre est fixée au CCAP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Virement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du CCAP qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

4 - Contenu du dossier de consultation

4.1 – Contenu et mise à disposition du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de consultation ;
- Le Cahier des clauses administratives particulières, et ses annexes, le cas échéant ;
- Le Cahier des clauses Techniques particulières, et ses annexes le cas échéant ;
- Le bordereau des prix (BP) qui sera annexé à l'acte d'engagement ;
- Le détail quantitatif estimatif (DQE), document dépourvu de valeur contractuelle et à compléter par le candidat
- Annexe 1 : Détail des parcours et usages
- Annexe 2 : Description fonctionnelle et technique eTICSS
- Annexe 3 : Dictionnaire des données eTICSS socle
- Annexe 4 : Matrice des habilitations eTICSS
- Annexe 5 : Exigences de confidentialité

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Conformément à l'article R. 2132-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition de chaque candidat, le dossier de consultation (DCE) par voie électronique sur son profil acheteur à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Afin de pouvoir lire les documents mis à disposition par le , les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats « pdf » et « office » les plus courants. Les formulaires DC1, DC2 et DC4 sont disponibles en téléchargement gratuit sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

L'ensemble des échanges se fait uniquement par voie électronique, via cette plateforme dématérialisée.

4.2 – Modification de détail du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet. Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels de l'accord-cadre. Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier.

Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant modifications, il pourra remettre une nouvelle offre sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et l'heure limite de remise des offres.

Seule la dernière offre transmise sera prise en compte pour l'examen des offres.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4.3 – Compléments apportés au dossier de consultation

Les candidats ne sont pas autorisés à apporter des modifications aux documents de la consultation.

4.4 – Questions – réponses

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats doivent transmettre leur demande via la plateforme de dématérialisation : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Il est expressément indiqué qu'aucune réponse ne sera apportée par le pouvoir adjudicateur par téléphone et/ou par mail.

Les candidats adressent leur demande par voie dématérialisée au plus tard dix (10) jours avant la date limite de remise des offres. Toute demande tardive ne sera pas traitée par le pouvoir adjudicateur.

Les renseignements complémentaires sont communiqués à l'ensemble des candidats par le pouvoir adjudicateur six (6) jours au plus tard avant la date limite de remise des offres conformément à l'article R. 2132-6 du code de la commande publique.

Lorsqu'un complément d'information nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans le délai de six (6) jours avant la date limite de remise des offres, le délai de réception des offres est reporté dans les conditions prévues à l'article R. 2151-4 du code de la commande publique.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois".

Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Les réponses des candidats doivent être claires, précises et non équivoques.

Toute réponse équivoque ou trop imprécise peut être éliminée.

Par ailleurs, le candidat individuel ou membres du groupement candidat ne doivent pas tomber sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner rappelées ci-dessous et doivent être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

5.1 – Interdictions de soumissionner

Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique.

Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

Pour les candidatures individuelles : en cas d'interdiction de soumissionner obligatoire, le soumissionnaire est automatiquement exclu de la procédure.

Pour les candidatures en groupement d'opérateurs économiques : lorsque le motif d'exclusion concerne un des membres du groupement le pouvoir adjudicateur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement.

A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

De même les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, le pouvoir adjudicateur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de cette demande par le candidat ou, en cas de groupement, par le mandataire du groupement.

A défaut, le candidat ou le groupement est exclu de la procédure.

5.2 – Contenu du dossier de candidatures

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

❖ Présentation de la candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME)

Conformément aux dispositions de l'article R. 2143-4 du code de la commande publique, les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen.

Les candidats peuvent constituer ou réutiliser un DUME dans sa version électronique via les adresses suivantes : <https://ec.europa.eu/tools/espd/> ou <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>.

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

❖ Présentation de la candidature hors DUME

Il est impératif de remettre l'ensemble des pièces indiquées dans la forme précisée ci-dessous.

Les dates et signatures des documents seront obligatoirement en original et apposées par une personne habilitée à engager l'entreprise.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Renseignements relatifs à la situation juridique du candidat

- La lettre de candidature et, le cas échéant, l'habilitation du mandataire par ses co-traitants, suivant le formulaire DC1 (ou tout document équivalent) dûment complété et signé.
- La déclaration sur l'honneur du candidat pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique ;
- Le(s) document(s) relatif(s) aux pouvoirs de la personne habilitée à engager l'entreprise ou une habilitation du mandataire par ses cotraitants en cas de groupement d'entreprises ;
- La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire. Les personnes admises au redressement judiciaire (ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger) doivent justifier qu'elles ont été habilitées à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution de l'accord-cadre ;
- Les candidats étrangers non établis en France veilleront à attester sur l'honneur le respect de ces différentes obligations au regard des règles d'effet équivalent dans leur pays d'origine ;
- En cas de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance selon le formulaire DC4 (ou tout document équivalent).

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics (NOR: ECOM1830221A), chaque candidat devra fournir :

Renseignements relatifs à la capacité économique et financière du candidat

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objets du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité du candidat, suivant le formulaire DC2 (ou tout document équivalent) dûment complété ;
- la preuve par tous moyens que le candidat dispose d'une assurance pour les risques professionnels en cours de validité ou déclarations appropriées de banque ;
- les bilans, ou extraits de bilan, des 3 dernières années des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ;

Le candidat qui, pour une raison justifiée, n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen dont le caractère approprié sera apprécié par le pouvoir adjudicateur.

Renseignements relatifs à la capacité technique et professionnelle du candidat

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années. Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché ;
- Liste des références significatives en matière de prestations similaires à celles objet de l'accord-cadre au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les réalisations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature et portant sur les mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise.

Les justificatifs sont fournis à tout moment de la procédure à la demande du pouvoir adjudicateur.

Ces justificatifs n'ont pas à être transmis lorsque le pouvoir adjudicateur peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Pour les sociétés nouvellement créées la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Les opérateurs économiques étrangers pourront quant à eux fournir ceux délivrés par les organismes de leur Etat d'origine.

Pour les candidats de nationalité étrangère, les documents équivalents seront rédigés ou comporteront leur traduction en français.

Pour justifier de ses capacités professionnelles techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui (sous-traitants, filiales d'un même groupe, etc.).

- Si la candidature est déposée sous forme de DUME : lorsque le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME et fournit pour chacun de ces sous-traitants un formulaire de DUME distinct signé par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Lorsque le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants.

- Si la candidature n'est pas déposée sous forme de DUME : Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui sont exigés par le pouvoir adjudicateur pour sa propre candidature et, un engagement écrit de l'opérateur économique de mettre à disposition ses capacités pour l'exécution des prestations.

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Ce document peut être fourni au stade de l'offre ou après le dépôt de l'offre.

5.3 – Présentation des offres

A l'appui de son offre, le candidat produira les documents suivants :

Libellés	Signature
Acte d'Engagement (AE) dûment complété, daté et signé par une personne habilitée à engager le candidat individuel ou le groupement	Oui
Bordereau des Prix (BP) dûment complété, daté et signé par une personne habilitée à engager le candidat individuel ou le groupement	Oui
Détail quantitatif estimatif (DQE), document non contractuel, dûment complété	Non
Mémoire détaillé technique du candidat, daté et signé par une personne habilitée à engager le candidat individuel ou le groupement	Oui
Annexe détaillant la réponse aux exigences technico-fonctionnelle du socle de coordination	Non
Annexes descriptives des services innovants proposés	Non
Annexes de présentation de chaque société membre du groupement, le cas échéant,	Non
Annexe présentant une synthèse du groupement avec les informations sur le portage des prestations	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Les offres remises par les candidats à l'attribution de l'accord-cadre auront une durée de validité de 120 jours à compter de la date limite de réception fixée dans le présent règlement de consultation.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le BP prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération.

Pour le BP :

- le soumissionnaire doit répondre à l'ensemble des articles du CCTP pour toutes les prestations ;
- chaque case colorisée en vert doit être complétée d'un prix, étant précisé qu'en cas de défaut, le prix de l'unité d'œuvre est considéré comme nulle pour la prestation demandée ;
- les prix s'entendent TTC ;

- les quantités seront ajustées en fonction des besoins du Pouvoir adjudicateur ;
- les candidats doivent compléter le DQE communiqué, qui permettra au Pouvoir adjudicateur, grâce à une grille homogène, de comparer de manière objective, exhaustive et non ambiguë le coût des différentes offres ;
- le BP doit être retourné en format excel ;
- Le DQE doit être retourné en format excel ;

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Les plis transmis après cette date et heure limites ne sont pas ouverts.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation. Dans l'hypothèse d'une candidature groupée, la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement incombent au mandataire.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

IMPORTANT : l'heure d'arrivée de l'offre est l'heure à laquelle les opérations de téléchargement du dossier des candidats sont terminées. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

**Groupeement Régional d'Appui au Développement
de la e-Santé (Pouvoir adjudicateur) Bourgogne Franche-Comté**
16 RUE PROFESSEUR PAUL MILLERET
25000 BESANCON

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : PDF, Office, fichiers compressés type .zip, .rar

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Le candidat est invité à ne pas utiliser de macro-instructions dans les documents transmis et à faire en sorte que sa candidature et/ou son offre ne soi(en)t pas trop volumineuses.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation.

Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'analyser les offres avant les candidatures.

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de complément seront rejetées.

Les candidatures qui n'ont pas été écartées en application des dispositions des articles R. 2143-3 et R. 2143-4, L. 2141-12 à L. 2141-14 et L. 2142-1 du code de la commande publique sont examinées au regard des garanties professionnelles, techniques et financières produites.

Il n'est pas prévu de niveau minimum de capacité, cependant, les candidats, ou, le cas échéant, les groupements, ne disposant manifestement pas des capacités pour exécuter le marché public, c'est-à-dire ceux dont les capacités sont, à l'évidence, insuffisantes pour assurer l'exécution du marché sont éliminés.

7.2 - Jugement des offres

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues notamment aux articles R. 2151-6, R. 2151-7 et R. 2151-12 à R. 2151-16, R. 2152-1 à R. 2152-13, R. 2153-1, R. 2153-2, L. 2152-5 à L. 2152-8 du code de la commande publique. Conformément à l'article R. 2152-1 du Code de la commande publique, à l'issue de l'ouverture des offres, seront éliminées les offres :

- irrégulières, c'est-à-dire incomplètes ou non conformes aux exigences formulées dans l'avis d'appel public à la concurrence ou les documents de la consultation ;
- inappropriées, c'est-à-dire toute offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin ;
- inacceptables, c'est-à-dire dont l'exécution implique des conditions méconnaissant la législation en vigueur ou dont le financement ne peut être réalisé par les crédits budgétaires alloués à l'accord-cadre.

En application de l'article R. 2152-2 du Code de la Commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'inviter tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier les caractéristiques substantielles.

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues à l'article R. 2152-5 du Code de la Commande publique et donne lieu à un classement établi sur la base des critères indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

Critères	Sous-critères	Pondération	Objectifs
Critère financier (30%)		30%	Evaluation d'un mode RUN standard (SI global, socle, TMA et distribution) sur 2 + 2x1 ans incluant la mise en œuvre du socle de coordination en début de marché; ainsi que son évolution sur les deux potentielles années complémentaires. Evaluation d'une prestation à façon avec un panachage des profils / expérience / présence sur site pour apprécier l'effort sur les TJ

Critère technique (55%)	Description détaillée du socle de coordination et de sa mise à disposition conformément aux exigences fonctionnelles, techniques et de délai	25%	Vérification du respect de TOUTES les exigences technico-fonctionnelles et organisationnelles (avec preuves justificatives) pour la mise en œuvre du socle
	Description détaillée de la prestation de gestion de la plateforme SI eTICSS dans sa globalité en cohérence avec les exigences souhaitées	10%	Appréciation du dispositif proposé: méthodologie détaillée, recommandations de mise en œuvre, maîtrise et expertise technico-fonctionnelle (technologies, interopérabilités, composants de l'écosystème, réglementaires dont IA/RGPD etc.) et respect des exigences spécifiques
	Description de la mise en œuvre de la TMA ELODY en cohérence avec les exigences souhaitées	10%	
	Description de la méthodologie pour les prestations sur devis	10%	
Critère qualité (15%)	Dispositif proposé pour l'exécution du marché (ressources / CV proposés, organisation, pilotage, ...)	5%	Evaluation de la qualité du pilotage projet, suivi, gouvernance, expérience / pertinence / organisation des RH présentées
	Compréhension du contexte, de la roadmap fonctionnelle / technique / diffusion, du partenariat attendu, proposition de valeur sur les briques SI innovantes	5%	Appréciation de la compréhension et de l'inscription dans le contexte BFC, vision de la roadmap globale (lien avec les briques innovantes et la diffusion), engagement en qualité de partenaire
	Références en cohérence avec le marché	5%	Qualité des expériences selon les projets réalisés en rapport avec les prestations et le cadre du marché (références détaillées)

A l'issue de l'analyse, les candidats seront classés par ordre décroissant de valeur en fonction de la note globale obtenue. Dans le cas d'égalité entre deux candidats, c'est l'offre qui aura obtenu la meilleure note sur le critère « Valeur technique » qui sera classée en premier.

8 – Attribution de l'accord-cadre

8.1 – Documents à fournir

Le pouvoir adjudicateur choisit les offres qu'il juge économiquement les plus avantageuses en application des critères d'attribution.

Les attributaires pressentis ne sont pas tenus de fournir les justificatifs et moyens de preuve que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

L'attributaire pressenti produira dans un délai maximal de 10 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur :

- Une attestation de vigilance datant de moins de six mois, délivrée par l'URSSAF ;
- Une attestation de régularité fiscale ;
- Le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12 du code du travail et relatives aux travailleurs détachés ;
- Le cas échéant, les pièces prévues aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail et relatives aux travailleurs étrangers ;

- Le cas échéant, un certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du code du travail ;
- Le cas échéant, un certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intérimaires ;
- En cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés ;
- Un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.

Conformément à l'article R. 2143-14 du code de la commande publique et à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique (NOR: ECOM1830220A), le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis au pouvoir adjudicateur lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Le candidat établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine.

Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre de l'attributaire pressenti sera rejetée et il sera éliminé. Le candidat de rang suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que l'accord-cadre ne lui soit attribué.

8.2 – Mise au point

Il peut être demandé au Soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre de clarifier les aspects de son offre ou de confirmer les engagements figurant dans celle-ci.

Cette demande ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre.

8.3 – Signature de l'accord-cadre

L'accord-cadre est signé par le soumissionnaire retenu au moyen de l'AE figurant dans le présent DCE.

8.4 – Informations des candidats évincés

Les candidats non retenus se verront notifier par le pouvoir adjudicateur, par voie électronique, la décision de rejet de leur offre, conformément aux articles R. 2181-1 et R. 2181-3 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre sera signé avec l'attributaire après expiration du délai de 11 jours prévu à l'alinéa 1er de l'article R. 2182-1 du Code de la commande publique.

9 - Litiges

En cas de litige relatif à la procédure, le tribunal territorialement compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Besançon
30 rue Charles Nodier
25044 BESANCON CEDEX

Tél : 03 81 82 60 00
Télécopie : 03 81 82 60 01
Courriel : greffe.ta-besancon@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.